

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARP OSIS Ouest

ZI n° 2 - BP 311
7, rue Prony
37300 Joué-lès-Tours

Références : VAT20230630

Code AIOT : 0010000736

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement SARP OSIS Ouest implanté ZI n° 2 - BP 311 7, rue Prony 37300 Joué-lès-Tours. L'inspection a été annoncée le 20/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action nationale 2023_Action Post-accident Rouen_Mise en œuvre des évolutions réglementaires pour les liquides inflammables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OSIS Ouest
- ZI n° 2 - BP 311 7, rue Prony 37300 Joué-lès-Tours
- Code AIOT : 0010000736
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OSIS OUEST à Joué-lès-Tours, est spécialisée le transit de déchets dangereux. Les activités de l'établissement sont réglementées par les arrêtés préfectoraux du 5 mars 2021 et 13 février 2023. Elles relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3550, 2718, 2710 et 2791 de la nomenclature des installations classées. .

L'établissement est soumis à la directive IED pour le traitement de déchets (rubrique 3550 - BREF WT).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 liquides inflammables (post accident Rouen).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des matières stockées - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
2	Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun écart réglementaire n'a été relevé lors de ce contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, État des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées l'état des stocks, sous format informatique, des déchets entreposés sur le site. Cet état des stocks recense la nature des déchets présents, leurs quantités, leur mention de dangers, les propriétés dangereuses des déchets présents sur le site ainsi que leurs emplacements (références emplacements), à la date du jour de l'inspection. Par sondage, l'inspection des installations classées a vérifié, sur l'état des stocks présenté, la quantité totale de déchets dangereux présents sur le site. Au regard de l'état des stocks, la quantité totale de déchets dangereux présents sur le site s'élève à 76,5 tonnes. Cette quantité est inférieure et conforme à la quantité maximale autorisée de 230 tonnes au titre de la rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées fixée par l'arrêté préfectoral du 5 mars 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 24/09/20
Prescription contrôlée : 1. Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites " liquides inflammables ", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 « au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation » dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Sur la base de l'état des stocks présenté (cf point de contrôle n° 1), 13,344 tonnes de déchets comportant la propriété de dangers HP3 (inflammable) était présent sur le site. Sur site, l'inspection des installations classées a vérifié la cohérence des quantités de déchets comportant la propriété de dangers HP3 avec celles mentionnées dans l'état des stocks précité. Pour cela, l'inspection s'est basée sur les références d'emplacement de l'état des stocks et le plan des installations du site. Ce dernier identifie les zones de stockage de déchets dangereux en mentionnant notamment la ou les mention(s) de déchets présents sur le site. Sur le plan, 3 zones sont identifiées pour recevoir des déchets HP3 (inflammables), qui sont : - la rétention 1 ; - les travées n° 2 et 3 du bâtiment central. Au global, l'inspection des installations classées a estimé à 13 tonnes les quantités de déchets comportant la propriété de dangers HP3 (présence uniquement dans les travées 2 et 3 et absence de déchets HP3 dans la rétention 1). Cette quantité de 13 tonnes environ est inférieure aux seuils de 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles rendant applicables les dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. A noter également, que les emplacements de déchets HP3 mentionnés dans l'état des stocks sont cohérents avec ceux vérifiés lors de l'inspection. En conclusion, le site ne relève pas des dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet